

CRÉATION D'UN RÉSERVOIR D'EAU POTABLE – 120 M3 sur la commune de Bassurels

Règlement de Consultation

Marché à procédure adaptée (MAPA) Marché de travaux

N°2026/PNC/MAPA/05

Date et heure limites de remise des offres : le 31 JUILLET 2026 à 12 h 00

Table des matières

1. NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
2.2 TYPE DE CONSULTATION.....	3
2.3 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS.....	3
2.4 LOT.....	3
2.5 NOMENCLATURE.....	3
2.6 DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	4
2.7 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
2.8 MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION.....	4
2.9 CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	4
3. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	4
3.1 RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
3.2 MODIFICATIONS MAJEURES DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
3.3 MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
3.4 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
3.5 VISITE DU LIEU D'EXÉCUTION.....	5
3.6 PUBLICATION.....	5
4. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	6
4.1 PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE.....	6
4.2 PRÉSENTATION DE L'OFFRE.....	6
4.3 DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	6
4.4 VARIANTES.....	7
4.5 MODALITÉS DE REMISE DES PLIS.....	7
5. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	7
5.1 EXAMEN DES CANDIDATURES.....	7
5.2 JUGEMENT DES OFFRES.....	7
5.3 CRITÈRE QUANTITATIF FINANCIER : PRIX DES PRESTATIONS.....	7
5.4 CRITÈRE QUALITATIF : VALEUR TECHNIQUE DES PRESTATIONS.....	7
5.5 NOTE FINALE POUR LA SÉLECTION.....	8
5.6 PHASE DE NÉGOCIATION.....	8
5.7 SUITES DONNÉES À LA CONSULTATION.....	8
6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	8
7. CONTENTIEUX.....	8

1. NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Établissement public du Parc national des Cévennes (EP PNC).

6 bis, place du palais 48400 FLORAC-TROIS-RIVIÈRES.

Responsable du marché : M. le directeur de l'établissement public du Parc national des Cévennes.

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Objet de la consultation

La présente consultation porte sur la construction d'un réservoir d'eau potable de 120 m³ au gîte d'Aire de Côte, sur la commune de Bassurels 48400

Travaux envisagés :

- Terrassement
- Maçonneries béton armé
- Voirie et réseaux divers

2.2 Type de consultation

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée, en application des dispositions prévues aux articles L.2123-1 et R.2123-4 à 5 du code de la commande publique.

La présente consultation est une consultation initiale.

2.3 Identification des intervenants

Intervenants	Nom / Adresse	Interlocuteurs	Tél	Adresse E-Mail
Maître d'Ouvrage (MO)	<i>Etablissement public du Parc national des Cévennes</i>	<i>Chargé de mission eau :</i> M. Yannick MANCHE	06.99.76.68.57	yannick.manche@cevennes-parcnational.fr
		<i>Chargé de mission architecture :</i> M. Albert SAYAG	07.61.60.68.85	albert.sayag@cevennes-parcnational.fr
Maître d'œuvre (MOE)	<i>Fagge et associés</i> 8 rue wunsiedel 48000 mende	M. Christophe ABEILLON		christophe.abeillon@fagge.net
Contrôle technique	Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.			
Coordonnateur SPS	Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont prévus pour cette opération.			

2.4 Lot

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Absence de nécessité d'allotissement en raison de l'unité des prestations : indivisibilité de corps d'état.

L'allotissement du marché serait générateur d'un surcoût économique (absence d'économie d'échelle) et de complications juridiques (interactions de responsabilité potentiellement conflictuelles entre corps de métiers).

2.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
32400000-7	Réseaux
45223500-1	Structure béton armé
45232100-3	Ouvrages annexes pour eau potable
45262522-6	Travaux de maçonnerie

2.6 Durée du marché et délais d'exécution

Les travaux sont prévus débuter **en septembre 2026**

L'ensemble des stipulations relatives aux durées et délais sont précisées à l'article "Durée du marché" du CCAP.

Le marché prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire et s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

A titre indicatif, la durée des travaux est estimée à 4 mois, période de préparation comprise

Il est par ailleurs rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, dans le respect des mesures sanitaires. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux et est susceptible de l'application des pénalités correspondantes.

2.7 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché

2.8 Modification du marché en cours d'exécution

Dans le respect des articles L.2194-1 et 2 et R.2194-1 à 9 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié en cours d'exécution par l'EP PNC, afin d'adapter les prestations initialement demandées en cours de réalisation du marché si cela s'avérait nécessaire

2.9 Considérations environnementales

L'EP PNC étant engagé dans une démarche de développement durable et d'éco-responsabilité, l'offre proposée par les prestataires devra intégrer la prise en compte de cette démarche.

3. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.1 Retrait du dossier de consultation

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur le site internet de la plateforme des marchés publics de l'État : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'EP PNC recommande aux candidats souhaitant télécharger le dossier de consultation de s'identifier au préalable par une inscription gratuite, de façon à pouvoir être informé automatiquement d'une éventuelle modification du dossier de consultation.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée,

s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Le candidat vérifiera également que les alertes de la plateforme ne soient pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ».

En cas de difficulté quant au téléchargement du dossier, le candidat est invité à contacter le responsable du service numérique PLACE pour être orienté vers une alternative accessible ou obtenir le contenu sous une autre forme :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/aide/assistance-telephonique>

3.2 Modifications majeures du dossier de consultation

Conformément à l'article R.2151-4,2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jours francs entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

3.3 Modifications de détail au dossier de consultation











L'EP PNC se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Il est précisé que candidat ne peut apporter de modifications aux pièces du DCE. Si ce dernier s'aperçoit d'une incohérence sur une ou des pièces, ce dernier devra alerter l'EP PNC via le profil acheteur.

3.4 Composition du dossier de consultation

-  le présent règlement de consultation (RC)
-  le Détail des prix Globa et Forfaitaire (DPGF)
-  le descriptif des prix
-  le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
-  les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
-  les plans et profils
-  les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux
-  la lettre de candidature (DC1) ;
-  la déclaration du candidat (DC2) ;
-  la déclaration de sous-traitance (DC4).

3.5 Visite du lieu d'exécution

Le candidat doit prendre connaissance du site et de son environnement, de l'importance et de la nature des prestations à effectuer et de toutes les difficultés et sujétions pouvant résulter de leur exécution.





Il n'est pas prévu de visite commune sur site avec le Maître d'œuvre. Le Maître d'ouvrage n'a pas vocation à faire visiter le futur chantier.

Une visite sur site est néanmoins obligatoire.

Chaque candidat devra effectuer une visite sur site et remettre à l'appui de son offre une attestation de visite.

Aucun candidat ne pourra donc se prévaloir de ne pas connaître le site et ses particularités









3.6 Publication

-  Site Internet de l'établissement Public du Parc national des Cévennes.
-  Site profil d'acheteur (plate-forme des achats de l'Etat PLACE).
-  Journal MIDI LIBRE
-  Journal La LOZERE NOUVELLE

4. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 Présentation de la candidature

Les candidats devront produire les éléments suivants à l'appui de leur candidature :

-  **une lettre de candidature** (formulaire DC1 ou équivalent), reprenant l'ensemble des éléments demandés et comportant les déclarations sur l'honneur relatives aux interdictions de soumissionner telles que mentionnées aux articles R.2143-3 et suivants du code de la commande publique
-  **des renseignements permettant d'apprécier la capacité professionnelle, technique et financière du candidat** (formulaire DC2 ou équivalent) et indiquant notamment le chiffre d'affaires global des trois derniers exercices disponibles, ainsi que les effectifs du candidat
-  Le candidat devra justifier être en possession d'une police d'assurances responsabilité civile des risques professionnels, ainsi que d'une garantie décennale, en produisant une **attestation de son assureur** indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, datant de moins de 30 jours
-  les attestations fiscales et sociales à jour
-  déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
-  Un RIB
-  Une attestation sur l'honneur de visite du site signée
-  **Une déclaration de sous-traitance** (formulaire DC4), le cas échéant

En cas de groupement ou de sous-traitance, les candidats devront fournir pour chaque sous-traitant ou cotraitant les mêmes documents exigés aux candidats par l'EP PNC.




Si le candidat se présente en groupement, la fiche de candidature mentionnera les membres du groupement et sera signée par chacun d'entre eux ou par le mandataire uniquement s'il a été habilité par les membres du groupement. Il doit être expressément précisé dans la fiche de candidature si le mandataire est habilité à signer la lettre de candidature et l'offre de groupement.

Conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique du 1er avril 2019, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement se fera de manière globale.

Aucune sous-traitance totale n'est admise.

4.2 Présentation de l'offre

Les candidats devront produire les éléments suivants à l'appui de leur offre :

-  Le DPGF **signé par le représentant habilité du candidat**
-  Un **mémoire technique** détaillant et produisant :
 - ✓ Le nom des intervenants envisagés et leurs compétences, l'organisation de l'équipe et le chef de projet référent.
 - ✓ Les références professionnelles, expériences, formation et fonction des intervenants en lien avec le projet,
 - ✓ Une liste de références du candidat et de ses éventuels sous-traitants pour des missions semblables,
 - ✓ Le planning (date de début et durée) d'intervention proposé, sur lequel le candidat s'engage.
 - ✓ Toutes observations qu'il peut émettre sur le cahier des charges et les éventuelles difficultés rencontrées.
-  Un **mémoire environnemental** précisant les actions que l'entreprise met en œuvre pour le respect de l'environnement et la gestion spécifique du chantier, le traitement et la revalorisation des déchets, la provenance et performance des matériaux utilisés, la façon dont le candidat intègre les impacts environnementaux dans ses critères de décision, pour l'ensemble des déplacements, etc... Dans ce mémoire, le candidat s'engagera explicitement à n'effectuer aucun dépôt de déchets hors des décharges prévues à cet effet, aucun enfouissement ou aucun brûlage et à sensibiliser l'ensemble de son personnel et de ses éventuels sous-traitants en ce sens

4.3 Durée de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

4.4 Variantes

Les candidats doivent obligatoirement présenter une proposition entièrement conforme à l'offre de base.

Les variantes ne sont pas autorisées.

4.5 Modalités de remise des plis

La date limite de réception des offres est fixée le **vendredi 31 juillet 2026 à 12 h 00**.

Conformément aux dispositions relatives à la dématérialisation de la commande publique, les candidats doivent transmettre leur pli (comportant la candidature et l'offre) par un dépôt unique sur la plateforme des achats de l'État : www.marches-publics.gouv.fr

Attention ! Il est recommandé aux candidats de débiter le téléchargement de leurs pièces plusieurs heures avant l'expiration des dates et heures limite de remise des offres, afin d'éviter que le téléchargement ne se termine après les délais impartis.

Un service de support est disponible de 9 h 00 à 19 h 00, les jours ouvrés, pour répondre à vos questions ou vous assister en cas de difficultés :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/aide/assistance-telephonique>

5. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5.1 Examen des candidatures

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, l'EP PNC élimine les candidats qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles demandées pour exécuter les prestations concernées.

L'EP PNC se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés, dans un délai approprié, de compléter leur dossier de candidature, s'il s'avère que ce dernier fait apparaître des pièces absentes ou incomplètes. L'EP PNC peut donc ne pas faire usage de cette possibilité et éliminer les candidats qui ne produisent pas un dossier de candidature complet.

5.2 Jugement des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	%
1- Prix des prestations	60
2- Valeur technique des prestations	40

5.3 Critère quantitatif financier : prix des prestations

Les offres seront comparées sur la base de chacune des propositions détaillées dans l'annexe financière fournie par le candidat.

Le calcul de la note s'effectuera selon la formule suivante (hors offre jugée anormalement basse) :

Note sur 20 = 20 x (prix de l'offre la plus basse/prix de l'offre examinée)²

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix ou dans la proposition financière figurant dans l'offre d'un candidat, elles seront rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.4 Critère qualitatif : valeur technique des prestations

Le critère « valeur technique » sera jugé au vu du mémoire technique fourni par le candidat.

La note maximum pour ce critère sera de 20, le coefficient de pondération est de 40 %.

- **sous-critère 1** "Références sur des projets similaires, compétences et qualifications" sera noté sur 2 points

- **sous-critère 2** “Moyens personnel et matériel mis à disposition pour le chantier” sera noté sur 2 points
- **sous-critère 3** “Méthodologie maçonnerie béton armé pour réservoir” sera noté sur 8 points
- **sous-critère 4** “Fiches technique et fournisseur matériaux (béton, traitement UV, pièces fontainerie) ” sera noté sur 2 points
- **sous-critère 5** “Planning opérationnel général ” sera noté sur 4 points
- **sous-critère 6** “Démarche environnementale ” sera noté sur 2 points

5.5 Note finale pour la sélection

Le calcul de la note finale s'effectuera donc de la manière suivante :

Note finale = note critère n°1 x 60% + note critère n°2 x 40%

5.6 Phase de négociation

Après réception et examen des offres initiales, il est établi un premier classement des offres en fonction de la note finale, selon les critères énoncés ci-dessus avec leur pondération.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

En cas de négociation, la phase de négociation sera engagée avec les 3 candidats ayant présenté les offres ayant obtenu les notes finales les plus élevées.

Les négociations pourront porter sur les prix et l'offre technique des candidats.

Les modalités pratiques de la négociation seront précisées dans le courriel d'invitation à négocier. Les candidats devront alors répondre dans les conditions de forme et de délai fixées par l'EP PNC.

A l'issue de cette phase de négociation, un nouveau classement sera effectué, l'offre retenue est l'offre qui a obtenu la meilleure note finale, appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessus avec leur pondération.

5.7 Suites données à la consultation

A l'issue de la période d'examen et de comparaison des offres, l'EP PNC adresse une lettre aux candidats dont l'offre n'a pas été retenue.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats des articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique, dans le délai maximum de **6 jours ouvrés**.

Conformément aux articles L.2141-8 du code de la commande publique, les renseignements erronés ou inexacts portés sur les documents produits par le candidat pourront entraîner la résiliation du marché.

Aussi, l'EP PNC peut, à tout moment, abandonner la procédure, sous la forme d'une déclaration sans suite.

6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats qui désirent obtenir des renseignements complémentaires sur le dossier de consultation, doivent exprimer leur demande via la plateforme des achats de l'État <https://www.marches-publics.gouv.fr> ou par courriel aux adresses suivantes :

Pour les renseignements d'ordre administratif :

M. Laurent BERNARD, chargé de la commande publique
laurent.bernard@cevennes-parcnational.fr

Pour les renseignements d'ordre technique :

M. Christophe ABEILLON, MOE christophe.abeillon@fagge.net

7. CONTENTIEUX

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent auprès duquel de plus amples renseignements relativement aux voies de recours peuvent être demandées est le Tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS88010 – 30941 NÎMES Cedex 09 – Tél. 04 66 27 37 00 – Fax. 04 66 36 27 86 – Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr